

Net recul du RN malgré

Selon les dernières estimations, les LR sont en tête au niveau national, la gauche résiste, le RN en recul et LREM subit un revers, sur fond d'abstention record (+ de 66 %)...

Jamais les Français n'ont autant boudé les urnes : moins d'un tiers d'entre eux ont voté, hier, pour le premier tour des régionales et départementales. Un scrutin marqué par les bons résultats des présidents de région sortants, un résultat moins bon que prévu pour le Rassemblement national, une gauche qui a su résister et, surtout, un parti présidentiel qui a subi un sérieux revers électoral – moins de 10 % selon les dernières estimations – malgré l'envoi de membres de gouvernement pour tenter de sauver les meubles en Ile-de-France, Hauts-de-France, Grand-Est, Centre-Val-de-Loire, Nouvelle-Aquitaine.

Selon les dernières estimations, l'abstention atteindrait entre 66,1 % et 68,6 %, soit un record d'abstention tous scrutins confondus en France hors référendum.

Une gifle à l'ensemble de la classe politique

L'abstention la plus élevée pour un premier tour des régionales datait de 2010 avec 53,67 %. « Le niveau de l'abstention est particulièrement préoccupant », a jugé le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin.

« On peut parler d'un effondrement de la participation électorale », résume le politologue Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof, en l'expliquant par « un effet Covid très important » mais aussi par « l'absence presque totale de campagne sur les enjeux de la régionalisa-

tion ». C'est « une gifle à l'ensemble de la classe politique », renchérit Philippe Moreau-Chevrolet.

Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a réclamé, hier soir, une commission d'enquête sur le scrutin d'hier et annoncé que son parti déposerait « une proposition de loi pour un seuil minimum de participation pour qu'une élection soit valide et pour la reconnaissance du vote blanc ».

Aucune intervention de l'exécutif prévue

Interrogé, hier soir, par *francinfo.fr*, un conseiller d'Emmanuel Macron voyait dans cette abstention un vrai coup dur pour la démocratie, « surtout que ce n'était pas le cas aux européennes ». Les raisons de ce désamour : « le contexte sanitaire » ou le peu d'« enjeu » que représentent les régions aux yeux des Français selon lui. Dès lors, le Président ou son Premier ministre pourraient-ils mouiller la chemise, cette semaine, pour appeler à un sursaut de participation au second tour ? « Je ne pense pas », a conclu ce conseiller.

Au bout d'une campagne anesthésiée par la crise sanitaire, prime a donc été donnée aux sortants à gauche et surtout à droite, déjouant la plupart des sondages qui prédisaient une forte poussée du RN, finalement assez contenue. La majorité présidentielle, elle, à assister, hier, à une débacle avec un résultat d'« à peine

10 % » et devra batailler dans la plupart des régions pour peser au second tour. La droite obtiendrait ainsi entre 27,2 et 29,3 %, les listes conduites par le PS entre 16,5 et 17,6 %, le RN entre 19,1 % et 19,3 % et LREM autour de 10-11 %, selon Elabe pour BFM/RMC et Ipsos pour France Télévisions, Radio France et la Chaîne parlementaire.

Cela fait notamment les affaires de la droite qui détient sept régions, à commencer par Xavier Bertrand (ex-LR), en très bonne posture pour conserver les Hauts-de-France et qui compte faire de ce succès une rampe de lancement pour l'élection présidentielle de 2022.

Un remaniement de plus en plus certain

Après avoir voté à la mi-journée au Touquet (Pas-de-Calais), le président de la République Emmanuel Macron suivait la soirée électorale avec ses conseillers à l'Élysée. Le Premier ministre Jean Castex, qui ne devrait pas parler dans la soirée, a réuni à Matignon plusieurs ministres et responsables de la majorité. Si ce revers se confirmait au second tour pour la majorité, la question d'un remaniement gouvernemental serait inéluctable. Aujourd'hui et demain, les tractations vont aller bon train dans les états-majors des partis politiques : la date limite de dépôt des candidatures pour le second tour est fixée à demain, 18 heures. **P.-R. D.** (avec AFP)

trée était dénoncé par l'opposition comme un déni de démocratie. Mais lorsque 68 % des Français votent avec leurs pieds, c'est aussi, et plus encore, un déni de démocratie. Il est bien là ce qu'on pourrait appeler le paradoxe français : une bonne partie des citoyens se plaint de ce qu'on ne leur donne pas la parole, réclame des référendums d'initiative populaire ou s'expriment dans des carrefours. Et quand l'occasion leur est donnée d'exprimer leur volonté, ils oublient le chemin des bureaux de vote. Mais il serait injuste d'oublier les 30 % des Français qui, dans ce contexte difficile, ont fait savoir leurs volontés. Et celles-ci ont bousculé les pronostics des instituts de sondages, déboussolés, eux aussi, par une abstention qu'ils n'avaient pas prévue. Le Rassemblement national allait-il démontrer, pour la première fois, qu'il pouvait briser son plafond de verre, s'emparer des bastions détenus, depuis 2015, par les partis traditionnels, républicains et socialistes ? Eh bien non. En dehors de la Région Sud, où Thierry Mariani obtient moins de suffrages que prévu, mais où tout reste possible, les candidats de Marine Le Pen ont marqué le pas, loin des scores dont ils étaient crédités. Jordan Bardella en Ile-de-France, Sébastien Chenou dans les Hauts-

de-France par exemple, ont été les grands perdants d'une course qu'ils avaient menée à vive allure. La prime est allée aux sortants : les socialistes ont gardé leurs bastions, tandis que les Républicains ont vu, dans les régions qu'ils détenaient depuis 2015 leur victoire confirmée. On pourrait parler de victoire de l'ancien monde politique sur celui né en 2017 : tandis que Xavier Bertrand, Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez pour LR, Carole Delga en Occitanie, Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine, se sont vus confortés, les représentants de La République en marche sont restés à la traîne. Certes, ils ne détenaient pas de régions, puisque le parti présidentiel est né en 2017, soit deux ans après les précédentes élections, mais ils n'ont pas su, hier, faire la preuve de leur existence politique.

Ce qui s'est passé hier soir, malgré l'abstention, est essentiel pour la suite des événements, à dix mois de la présidentielle. Ragaillardis par leur résistance aux intempéries politiques, les vieux partis permettront-ils d'éviter le duel Emmanuel Macron / Marine Le Pen l'année prochaine ? Xavier Bertrand s'y prépare en tout cas, lui qui avait fait de sa victoire aux régionales une condition de sa candidature à l'élection présidentielle.



Les réactions nationales

- **Stanislas Guérini (patron de LREM).** – LREM « prendra ses responsabilités » partout où il y a un « risque avéré » de victoire de l'extrême droite, a annoncé, hier soir, le numéro un du parti, Stanislas Guérini.
- **Gabriel Attal (porte-parole du gouvernement)** « Nous ne dirigeons pas de régions [...] Dans ce contexte, il y a une prime au sortant très importante. Il y a des discussions qui se font au niveau régional, avec nos têtes de listes et ils annonceront dans chaque région leur choix », a annoncé, hier soir, Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement.
- **Marine Le Pen (présidente du RN)** – « Tout est possible, pourvu que vous le décidiez, a déclaré, hier soir, Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national. Dimanche prochain, déplacez-vous et votez ! Après des mois de privation de liberté, je vous invite à déconfiner vos idées ! Aux urnes patriotes ! »
- **Xavier Bertrand (DVD, LR, UDI).** – Xavier Bertrand s'est exprimé dès 20 heures pour se féliciter d'avoir « desserré, pour les briser, les mâchoires du Rassemblement national » dans sa région des Hauts-de-France. « Dès demain matin [lire aujourd'hui, ndlr], je confirmerai le dépôt de la même liste », a-t-il annoncé.
- **Alexis Corbière (député LFI).** – « Tous les ministres se sont pris une rouste ce soir, certains devraient démissionner », écrivait, hier soir, le député LFI de Seine-Saint-Denis, Alexis Corbière.
- **Olivier Faure (Premier secrétaire du PS).** – « J'appelle les Français à faire de ce second tour un vote de rectification. On a besoin de régions qui servent les habitants et les habitants. Je regrette que dans le débat, il y a eu une telle nationalisation, une telle présidentialisation, que les Français se sont dits que c'est l'année prochaine qu'il fallait voter. »
- **Fabien Roussel (secrétaire national du PCF).** – « Aujourd'hui, les résultats du premier tour montrent que si peu de Français se sont exprimés, en tout cas, ils n'ont pas choisi de soutenir ni les listes d'extrême droite ni les listes conduites par des ministres ou des LREM. Et ça, c'est plutôt un bon signe », a affirmé, hier soir, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.



L'ÉDITO
de
MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

La démocratie en échec

Les Français ont encore les pieds dans la Covid et déjà la tête aux vacances. Résultat : un chiffre record de l'abstention sous la V^e République. Trente-trois millions de citoyens ne se sont pas déplacés. Il s'agit, tout simplement, d'un grave échec de la démocratie. Et ce serait une encore plus grave erreur de trop vite tourner la page : un pays qui ne vote pas, qui considère que les décisions se prennent ailleurs que dans les urnes, un pays qui délègue la conduite des affaires publiques à des élus dont il se fiche comme d'une guigne, c'est un pays fatigué, morose, malade en un mot. La tenue de ces élections régionales et départementales avait fait, il y a quelques mois, l'objet d'un vif débat entre partisans et adversaires du scrutin avant l'été, avant même qu'on ne sache quelle serait, à ce moment, la vigueur de la pandémie. Repousser le scrutin à la ren-

une abstention record

Le point sur les régions à enjeux

NON, MON MARI
FAIT PARTIE DE LA
MAJORITÉ DES FRANÇAIS
QUI S'EST ABSTENUE



Delia

Un tour d'horizon des régions qui ont marqué la campagne des élections régionales par leurs enjeux.

Auvergne-Rhône-Alpes

Laurent Wauquiez, président LR sortant de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est arrivé largement en tête du premier tour des élections régionales, recueillant 42,7 % des voix, soit une trentaine de points de plus que la liste EELV de Fabienne Grebert (14,9 %). Le candidat RN Andrea Kotarac arrive en troisième position à 12,7 %, devant la liste de gauche (11,1 %).

Grand-Est

Le président sortant (LR) du Grand-Est Jean Rottner arrive largement en tête au premier tour, distançant le candidat RN Laurent Jacobelli, malgré un fort taux d'abstention (70,08 %). Jean Rottner recueille 31,5 % des voix, loin devant Laurent Jacobelli (20,7 %), Eliane Romani (EELV/PS/PCF) (14,3 %) et la ministre Brigitte Klinkert (LREM/MoDem) (12,7 %), tandis que l'ancienne ministre Aurélie Filippetti est éliminée (8,3 %).

Ile-de-France

Valérie Pécresse arrive largement en tête en Ile-de-France avec 34,2 % des voix. La présidente sortante se retrouve loin devant Jordan Bardella (RN) avec 13,9 %, Julien Bayou (EELV, 13,7 %), Laurent Saint-Martin (11,8 %), Clémentine Autain (LFI, 10,2 %), et Audrey Pulvar (PS, 10,6 %). Hier soir, on attendait toujours les estimations respectives pour Marlène Schiappa, tête de liste à Paris ; Nathalie Elimas, tête de liste dans le Val-d'Oise ; Amélie de Montchalin, tête de liste en Essonne ; Emmanuelle Wargon, tête de liste dans le Val-de-Marne, et Gabriel Attal, candidat dans les Hauts-de-Seine.

Hauts-de-France

Xavier Bertrand est largement en tête



La défaite a un goût amer pour Eric Dupond-Moretti. (Photo AFP)

dans les Hauts-de-France avec 42,1 % des voix. Il devance Sébastien Chenu, le candidat RN, avec 24,5 % et Karima Delli, à la tête d'une liste d'union de la gauche avec 18,3 %.

Le candidat de la majorité Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Etat chargé des Retraites et de la Santé au travail, ne franchit pas le seuil des 10 % avec 9,1 % seulement, malgré la présence de quatre autres ministres sur la liste (Eric Dupond-Moretti, Alain Griset, Agnès Panier-Runacher et Gérald Darmanin, pour lesquels aucuns chiffres n'étaient connus à 0 h 30). Selon un journaliste de *Quotidien*, le garde des Sceaux a pris la poudre d'escampette à l'annonce du score décevant de Laurent Pietraszewski. Ce dernier, éliminé, a appelé, vers 22 heures, à voter pour Xavier Bertrand au second tour. La liste d'union de la gauche et des écologistes des Hauts-de-France a annoncé, hier soir, son maintien au second, voyant en cette décision le retour de la gauche dans l'hémicycle.

Nouvelle-Aquitaine

En Nouvelle-Aquitaine, c'est le président sortant PS, Alain Rousset, qui fait nettement la course en tête avec

29,2 % des voix. Il est suivi par la RN Edwige Diaz (17,5 %), la ministre Geneviève Darrieussecq (14,7 %) et l'écologiste Nicolas Thierry (12,7 %).

Centre-Val-de-Loire

Alors que les sondages annonçaient le RN en tête, le président sortant François Bonneau (PS/PCF) arrivait en tête avec 25,5 %. Il est suivi par le RN Aleksandar Nikolic (22 %), le LR Nicolas Forissier (18,4 %), le ministre Marc Fesneau (16,3 %) et l'écologiste Charles Fournier (11,4 %).

Bourgogne-Franche-Comté

En Bourgogne-Franche-Comté, la présidente sortante Marie-Guite Dufay (PS) résiste au RN, annoncé en tête par les sondages, avec 26,2 %, contre 23,8 % pour Julien Odoul (RN). Derrière, c'est Gilles Platret (LR/UDI/DLF) qui devance nettement le candidat de la majorité présidentielle, avec 20,9 % contre 12,7 %. Stéphanie Modde (EELV) recueille 10,3 %. Sous la barre des 10 %, on trouve Bastien Faudot (LFI/Gen.s) à 4,5 % et Claire Rocher (LO) à 2,73 %.

P.-R. D.

DU NORD AU SUD...

Des couacs dans les bureaux de vote

Bureaux de vote fermés, hier matin à Marseille, faute d'assesseurs, bulletins manquants près de Maubeuge (Nord) : le premier tour des élections régionales et départementales a été marqué par plusieurs ratés. A Marseille, les électeurs de 34 bureaux – selon la préfecture – ont trouvé porte close à 8 heures dimanche. Une dizaine de bureaux n'a pu ouvrir qu'à 11 heures selon la mairie. Contactée, la mairie de Marseille a expliqué avoir été confrontée à « un problème de mobilisation des assesseurs : sur 481 bureaux, 40 présidents ne sont pas venus récupérer leur sacoche samedi ». La mairie a procédé à des réquisitions, parmi des fonctionnaires, mais sur les 40 présidents réquisitionnés, 20 manquaient à l'appel.

Des bulletins manquants

La pénurie d'assesseurs a été constatée dans d'autres régions françaises : le premier adjoint au maire de Saint-Etienne (Loire), Gilles Artigues (UDI) a témoigné que « les habituels assesseurs militants étaient cette année en nombre insuffisants ». Grâce à une mobilisation par affichage et par SMS, une soixantaine d'assesseurs ont été recrutés, sans que « nous ne serions pas arrivés à tenir tous les bureaux ouverts de 8 heures à 20 heures ». A Cousolre (Nord), c'est un autre problème qui a été soulevé : « Nous avons constaté qu'il n'y avait pas de bulletin pour la liste d'union de la gauche et des écologistes », a déclaré Benjamin Saint-Huile, maire socialiste de la commune voisine de Jeumont et président de l'agglomération de Maubeuge, lui-même en troisième position sur cette liste. Très surpris que le garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, qui a voté dans cette commune, n'ait pas relevé cette erreur, l'élu estime que « si sur les quatre premières heures de vote aucun électeur n'a pu choisir ce bulletin, cela pose la question de la sincérité du scrutin ».

Départementales : 4 membres du gouvernement en lice

Régionales obligent, les élections départementales étaient quelque peu dans l'ombre dans cette double journée électorale. Les enjeux étaient moindres certes, mais trois départements méritaient qu'on s'y attarde en raison de la présence de membres du gouvernement. Seul point commun avec les régionales : un taux global de participation de 26,72 % (42,75 % en mars 2015).

Pas-de-Calais

Dans le canton de Desvres (Pas-de-Calais), le second tour des cantonales aura un goût de déjà-vu : Brigitte Bourguignon (LREM), ministre en charge de l'Autonomie) passe en tête au premier tour avec plus de 35 % des voix selon les premières tendances. Comme lors de la législative partielle, elle devrait affronter le RN au second tour.

Eure

Avec une abstention de 69,23 %, le binôme Delalande/Le Cornu, ministre des Outre-mer, arrive en tête avec 52,31 % dans le canton de Vernon (Eure).

Haut-Rhin

Dans le canton de Colmar-2 (Haut-Rhin), le duo Brigitte Klinkert, ministre en charge de l'Insertion, et Eric Straumann (Union au centre et à droite) l'emporte au premier

tour avec 63,65 %. Le binôme Divers gauche fait 18,46 %, le RN, 17,88 %.

Nord

Dans le canton de Tourcoing 2, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, est « en tête avec 54 % des voix », déclarait sa colistière Doriane Beque. L'abstention y est très forte : seuls 19 % des inscrits se sont rendus aux urnes.

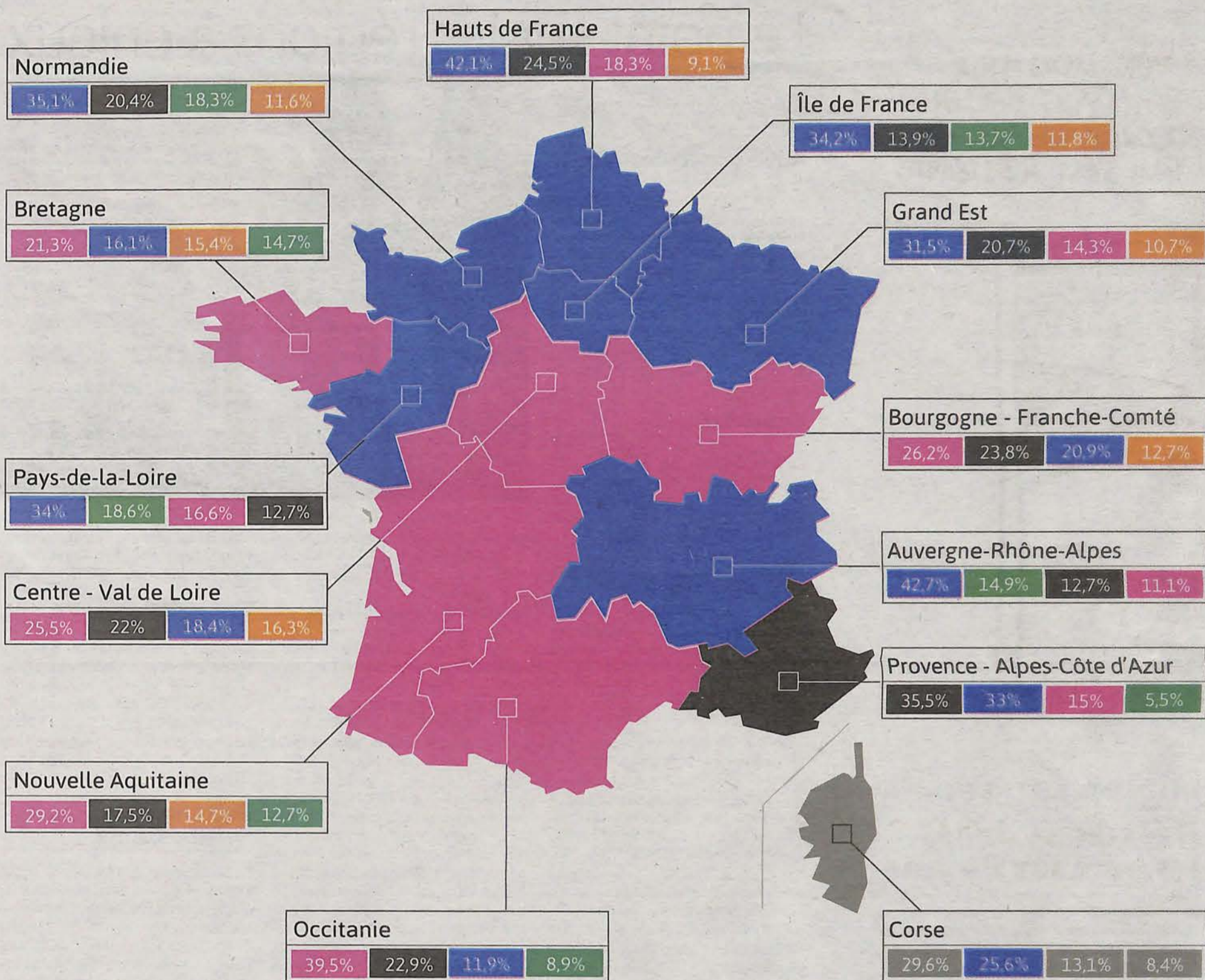
P.-R. D.

Élections RÉGIONALES

LES COULEURS POLITIQUES DES RÉGIONS

Les scores des listes en tête au 1^{er} tour.
Estimations, dimanche 20 juin 2021, à 23h45.

■ Droite ■ Gauche ■ Rassemblement national ■ LREM et alliés
■ EELV et alliés ■ Régionalistes



Source: Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions / Radio France / La Chaîne Parlementaire.

VISACTU



Macron a voté, hier à la mi-journée, au Touquet (Pas-de-Calais). Jean-Luc Mélenchon a, lui, accompli son devoir à Marseille. Valérie Pécresse (Ile-de-France) s'est rendue aux urnes à Vélizy-Villacoublay. Xavier Bertrand (Hauts-de-France) a déposé son bulletin dans l'urne du gymnase de l'école Collery à Saint-Quentin (Aisne). (Photos AFP)

VAR-523 24